



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 14 NOV. 2022**

portant prescriptions complémentaires au SIVOM du Bassin de l'Ehn  
pour l'exploitation d'un méthaniseur, route de Krautergersheim à Meistratzheim (67210)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45, R. 515-58 et suivants ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets, parue au journal officiel de l'union européenne le 17 août 2018 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation d'exploiter au titre du Livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 avril 2019 pris en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement portant prescriptions complémentaires opposables au SIVOM du bassin de l'Ehn pour l'exploitation de ses installations situées à Meistratzheim, route de Krautergersheim ;
- VU** le rapport de base réalisé en application des dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement transmis par lettre du 14 janvier 2020 ;
- VU** le dossier de réexamen de l'exploitant au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets parues au sein de la décision susvisée transmis par lettre du 14 janvier 2020 et sa mise à jour transmise par lettre du 14 décembre 2021 ;
- VU** le rapport du 29 août 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que les activités de traitement de déchets de l'exploitant relèvent notamment de la rubrique IED principale 3532 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui lui sont applicables ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles (MTD) et aux niveaux d'émission associés applicables au type de traitement de déchets pratiqué par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les MTD disponibles sont rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les MTD n° 38 de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée est applicable au fonctionnement des installations de l'exploitant mais qu'elles ne sont pas reprises par l'arrêté ministériel précité ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement pour les rendre opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de base transmis par lettre du 14 janvier 2020 susvisée recommande :

- à court terme la réalisation de vérifications sur le réseau de transport de produits chimiques enterré afin de s'assurer que le dispositif d'étanchéité du réseau a été réalisé dans les règles de l'art (utilisation de matériaux adaptés, présence d'une double enveloppe étanche...) et le cas échéant, la mise en œuvre de mesures correctives pour protéger les sols d'une fuite éventuelle ;
- à moyen terme, un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines (via la pose de 3 piézomètres a minima) ;

**CONSIDÉRANT** que les installations sont situées dans le périmètre de protection éloignée du captage d'alimentation en eau potable de Krautergersheim ; que la nappe est peu profonde (3 à 5 mètres de profondeur) au droit du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 515-60 du code de l'environnement précise que « Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :

a) [...] ;

f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit sur une évaluation systématique du risque de pollution ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation des installations du site afin de prendre en compte les modifications précitées ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le SIVOM du bassin de l'Ehn, dont le siège social est situé 38 rue du Maréchal Koenig à Obernai (67210), ci-après dénommé « l'exploitant », est tenu de mettre en œuvre les dispositions suivantes pour l'exploitation de ses installations situées à Meistratzheim, route de Krautergersheim (67210).

## Article 2 : MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'exploitant met en œuvre les MTD précisées ci-après au plus tard à partir du 17 août 2022.

N° de la MTD applicable	Intitulé, descriptif et applicabilité (le cas échéant) de la meilleure technique disponible (MTD) prescrite relative au traitement des déchets parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147
38	<p><b>TRAITEMENT ANAEROBIE – METHANISATION</b></p> <p>Afin de réduire les émissions dans l'air et d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés.</p> <p><i>Description :</i></p> <p>Mise en œuvre d'un système manuel ou automatique de surveillance pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• garantir le fonctionnement stable du digesteur (= méthaniseur),</li><li>• réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs,</li><li>• prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances du système pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.</li></ul> <p>Il s'agit notamment de surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le pH et la basicité de l'alimentation du digesteur,</li><li>• la température de fonctionnement du digesteur,</li><li>• les taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur,</li><li>• la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat,</li><li>• la quantité, la composition (par ex. H<sub>2</sub>S) et la pression du biogaz,</li><li>• les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</li></ul>

## Article 3 : SURVEILLANCE DU MILIEU

### Article 3.1 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant fait réaliser, tous les deux ans, une surveillance de la qualité des eaux souterraines en période de basses eaux et en période de hautes eaux.

La surveillance est réalisée à partir d'un réseau de 3 piézomètres comportant un piézomètre en amont hydraulique et deux piézomètres en aval hydraulique.

Les piézomètres sont implantés sur la base d'une étude hydrogéologique, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

La surveillance comporte l'analyse des paramètres suivants :

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

Paramètres	Code SANDRE
Chlorures	1337
pH	1302
Conductivité	1798
Hydrocarbures totaux	7009
Fer	1393
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme des 16 dont le ben(a) pyrène)	6136
Eléments traces métalliques totaux	665

### Article 3.2 : SURVEILLANCE DES SOLS

L'exploitant réalise, au moins tous les dix ans, une surveillance des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre (les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges).

Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance et lui transmet les résultats des prélèvements effectués.

La surveillance concerne a minima les zones et les paramètres précisés dans le tableau suivant. Ils sont complétés autant que de besoin compte tenu des évolutions apportées aux installations (substances ou mélanges dangereux, implantation...).

Zone	Polluant ou traceurs associés	Profondeur de la source	Profondeur du sondage
Cuve de 30 m <sup>3</sup> de soude	pH	surface	1 à 2 m
Tuyauterie enterrée de soude	pH	-0,8 m	2 à 3 m
Aire de dépotage des produits en vrac	pH	surface	1 à 2 m
Stockage d'huiles neuves et usagées	Hydrocarbures totaux Hydrocarbures aromatiques polycycliques Eléments traces métalliques	surface	1 à 2 m

### Article 4 : RÉSEAU DE TRANSPORT DE PRODUITS CHIMIQUES

L'exploitant réalise, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, des vérifications sur le réseau de transport de produits chimiques enterré afin de s'assurer que le dispositif d'étanchéité du réseau a été réalisé dans les règles de l'art (utilisation de matériaux adaptés, présence d'une double enveloppe étanche...) et, si nécessaire détermine les actions correctives nécessaires.

Les résultats de ces investigations et les éventuelles actions correctives prévues sont transmis à l'Inspection dans le même délai.

Le cas échéant, les actions correctives sont mises en œuvre dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

### **Article 5.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 5.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex). Conformément aux dispositions de l'article R. 311-6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

### **Article 5.3 : EXÉCUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- le SIVOM du bassin de l'Ehn,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Meistratzheim ;

La préfète,  
Pour la Préfète, par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**